

Conseil Municipal
du 7 septembre 2023

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES-VERBAL DE REUNION

1	Regroupement des écoles : double dépose des enfants suite aux regroupements des écoles Pierre et Marie Curie et Jacques Prévert et de l'Angellerie et Charles Perrault
2	Autorisation d'occupation temporaire en vue de la réalisation d'équipement sportif de proximité dans le cadre du plan Héritage Mayenne 2024 mis en œuvre par le Conseil départemental de la Mayenne
3	Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions
4	Dénomination de rues – Barre Ducale
5	Dénomination de rues – Impasse Christine Authier
6	Opération façades
7	Commission pour l'accessibilité de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté de Communes – Bilan des actions 2021 et 2022
8	Mayenne Communauté – Rapport final sur les conclusions de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 20 juin 2023
9	FINANCES – Budget Primitif 2023 – Subvention à l'Union locale de la CFTC de Mayenne
10	Finances – Gestion unifiée du personnel - Acquisition de mobilier de bureau par Mayenne Communauté – Attribution d'un fonds de concours
11	Finances – Exercice 2023 – Classe transplantée – Ecole Sainte Anne Saint Joseph – Subvention à l'OGEC Vallée Don Bosco
12	Dettes de loyer - Abandons de créance

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt-trois, le 1 ^{er} septembre, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 7 septembre, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Conseillers présents ou représentés	31	
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	/	
Quorum	17	

Séance du 7 septembre 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mmes FOURNIER, LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mme THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON, Mmes ROUYERE, ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. BAILLAU donne pouvoir à M. TALOIS
Mme ES SAYEH donne pouvoir à Mme SAULNIER
M. BONNET donne pouvoir à M. REBOURS
Mme RONDEAU donne pouvoir à Mme FOURNIER
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. BREHIN donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER, M. CREUSIER.

M. TALOIS a été désigné secrétaire de séance.

Les procès-verbaux des conseils municipaux du 13 avril et 25 mai ont été adoptés.

M. LE SCORNET : J'espère que vous avez passé de bonnes vacances. On a eu la chance d'avoir un été animé : le festival un singe en été, les animations de la Cale, la fête de la Madeleine. Il y a le retour du public au cinéma, c'est la bonne surprise de l'été. On a battu un record de fréquentation cet été au château de Mayenne. Il y a aussi eu la braderie, le vide grenier, la populaire, le feu d'artifice et le jardin éphémère. Je remercie la mobilisation des élus et des services. Sans eux, nous n'aurions pas une ville aussi animée. Je veux saluer l'engagement, la disponibilité et le sens des responsabilités des services municipaux. Nous nous sommes faits dépassés par des herbes folles au cimetière et je tiens à saluer la formidable mobilisation des services pour avoir nettoyé ce lieu.

1 - Regroupement des écoles : double dépose des enfants suite aux regroupements des écoles Pierre et Marie Curie et Jacques Prévert et de l'Angellerie et Charles Perrault

Mme LEFOULON expose :

Ville de Mayenne
Séance du 7 septembre 2023

A compter de septembre 2023, les élèves du secteur de la maternelle Pierre et Marie Curie sont scolarisés à la maternelle Jacques Prévert pendant la durée des travaux de rénovation et d'extension de l'école Pierre et Marie Curie. A la rentrée de septembre 2025, les élèves de Jacques Prévert rejoindront l'école Pierre et Marie Curie.

Depuis la rentrée de septembre 2023, les élèves de Charles Perrault sont accueillis à l'école de l'Angellerie. Lors des conseils d'école de Pierre et Marie Curie et de l'Angellerie, les représentants de parents d'élèves ont soulevé la problématique de la dépose des enfants dans deux écoles différentes.

Les familles ayant des enfants dans deux établissements différents souhaitant déposer les enfants sur le temps d'accueil des enseignants non payant (de 8 h 20 à 8 h 30) sont dans l'impossibilité de le faire compte tenu des distances, notamment pour les personnes non motorisées. Elles sont alors obligées de recourir au temps d'accueil périscolaire payant.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le principe que pour les seules familles qui doivent déposer des enfants dans deux établissements différents (Pierre et Marie Curie et Prévert ou Angellerie et Jules Ferry), elles puissent bénéficier de 10 minutes de gratuité dans l'un des sites, de 8 h 10 à 8 h 20, afin d'emmener leurs enfants en toute sécurité dans chaque école. Cette gratuité ne s'applique que pour les écoles citées ci-dessus.

2 - Autorisation d'occupation temporaire en vue de la réalisation d'équipement sportif de proximité dans le cadre du plan Héritage Mayenne 2024 mis en œuvre par le Conseil départemental de la Mayenne

M. REBOURS expose :

Le Conseil départemental a mis en place le plan Héritage Mayenne 2024. En effet, celui-ci a décidé de mettre en œuvre un plan de soutien majeur à l'investissement en matière d'équipements sportifs de proximité. Doté de 3 millions sur la période 2022-2024, ce plan « Héritage Mayenne 2024 » a pour ambition d'adapter l'offre sportive mayennaise aux nouvelles pratiques sportives d'une part et de s'appuyer sur la dynamique des Jeux olympiques de Paris 2024 pour donner un nouvel élan au territoire en matière d'activité physique et sportive d'autre part.

Construit en concertation avec les différents comités sportifs départementaux, le plan « Héritage Mayenne 2024 » vise à développer sur l'ensemble du territoire, rural comme urbain, des équipements de proximité, dont l'utilisation, l'animation et la promotion seront assurées par les comités et/ou les clubs des différentes disciplines.

Dans ce cadre, le Département va assurer la maîtrise d'ouvrage d'équipements sportifs de proximité pré-identifiés par les comités sportifs départementaux. Les sites retenus mis à disposition par les collectivités au Département pour une durée de 10 ans feront l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire. En parallèle, une convention spécifique avec le Département, la commune gestionnaire, le ou les clubs locaux et/ou comités sportifs départementaux utilisateurs portant sur la gestion, l'utilisation et l'animation de l'équipement sera établie. Parallèlement, en sa qualité de porteur de projet, le Département sollicitera un cofinancement auprès de l'Agence Nationale du Sport au titre du plan national 5 000 équipements. Cette subvention permettra de couvrir en moyenne 50 % des coûts des travaux. Enfin, le Département a également engagé une démarche de partenariat auprès des Fédérations nationales qui participent également au financement des projets inscrits au plan national des 5 000 équipements à l'instar de la Fédération nationale de basket-ball. In fine, le financement prévisionnel de l'opération est assuré par le Conseil départemental et l'Agence Nationale du Sport, autrement dit sans coût d'investissement pour la commune.

Au regard de ces éléments, je vous propose d'étudier l'autorisation d'occupation temporaire par le Département relative au projet suivant :

1 - Description du projet :

Ville de Mayenne
Séance du 7 septembre 2023

2 – Calendrier prévisionnel :

Démarrage des travaux au printemps 2024 - Réception durant l'été 2024

3 – Estimation du projet : 20 000 € HT

4 – Plan de financement prévisionnel :

RECETTES HT	Total HT
Département (maître d'ouvrage)	10 000 €
Agence nationale du sport (50%)	10 000 €
TOTAL	20 000 €

M. LE SCORNET : Je salue, à nouveau, l'implication du département dans le cadre d'Héritage 2024. On a la chance d'avoir un équipement qui va bientôt démarrer.

Mme LEFOULON : Le 11 septembre, démarrent les travaux du pumptrack et doivent se terminer pour les vacances de la Toussaint.

M. LE SCORNET : Il y a eu des échanges fertiles avec les opérateurs.

M. REBOURS : L'endroit choisi est le vélodrome. Il faudra un règlement car c'est un endroit mutualisé.

M. LE SCORNET : Il fallait un site qui ne soit pas trop éloigné du basket.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **approuve le projet d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) par le Département du bien concerné pour une durée de 10 ans,**
- **approuve le projet de convention de gestion, d'utilisation et d'animation de l'équipement,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer tout acte ou document concernant ce dossier (parmi lesquels figurent, entre autres, l'AOT et la convention d'utilisation...).**

3 - Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. REBOURS expose :

Par délibération en date du 27 février 2014, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Départemental vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2022/2023 et de la nécessité de signer avec les collèges les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2022/2023.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1^{er} septembre 2022 seront les suivants :

- 1) Équipements de plein air
 - Stade simple ou plateau d'évolution extérieur.....4,98 €/heure
 - Stade pluridisciplinaire (comprenant un terrain engazonné, une piste d'athlétisme et des aires spécialisées).....10,02 €/heure
- 2) Gymnases et salles couvertes
 - Petite salle sans chauffage.....5,19 €/heure

- Petite salle avec chauffage.....7,66 €/heure
- Grande salle sans chauffage.....8,54 €/heure
- Grande salle avec chauffage.....11,06 €/heure

NB : Est considérée comme une grande salle, une installation sportive dont le plateau d'évolution est de dimensions supérieures ou égales à 40mx20m.

Est considérée comme chauffée une salle dotée d'une installation de chauffage quelle que soit la période de l'année.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.**

4 - Dénomination de rues – Barre Ducale

M. MARIOTON expose :

Il vous est demandé de renommer au niveau du cadastre l'ancien hôtel de ville de Mayenne situé au 20 place Louis de Hercé.

(Le cardinal, qui était le principal conseiller du roi de France, avait en effet acheté le duché de Mayenne en 1654. Et c'est d'ailleurs lui, via son intendant qui fera construire l'ancienne mairie : « Colbert, nommé administrateur du duché, installe l'administration municipale et judiciaire. » Armand de la Meilleraye héritera, quant à lui, du titre de duc de Mayenne. Ce n'est donc pas un hasard si les Mayennais appellent toujours l'ancienne mairie « palais de la barre ducale » ou « barre ducale » tout court. (la maison du duc)

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, le renomme barre ducale.

5 – Dénomination de rues – Impasse Christine Authier

M. MARIOTON expose :

Dans le cadre de construction de 17 logements dans le quartier situé entre rue Jacques Offenbach et Charles Gounod, la ville de Mayenne est sollicitée afin d'attribuer de nouveaux numéros de voirie. Afin d'éviter trop de numéros avec des extensions, il vous est proposé de nommer la nouvelle route d'accès à ce petit lotissement et ainsi commencer une nouvelle numérotation. Cette rue se situe dans le quartier des compositeurs.

Christine Authier, animatrice de radio et compositrice de musique, morte à l'âge de 72 ans d'une longue maladie. Cette experte de la guitare a collaboré avec Radio France et notamment Radio Mayenne dans les années 80. L'animatrice était passée à Radio Mayenne, pionnière des locales du réseau France Bleu dans les années 80. Elle présentait notamment le magazine L'Art et la manière et a composé de nombreuses musiques pour des livres-cassettes destinés à la jeunesse. Christine Authier était une grandeoureuse de la guitare acoustique et une spécialiste du Folk américain. En 1978, la native de Verruyes dans les Deux-Sèvres remporte le Grand Prix International du Disque de l'Académie Charles-Cros pour l'album La Noce d'Étienne.



M. LE SCORNET : La bonne nouvelle est l'opération immobilière portée par Mayenne Habitat avec 17 logements.

M. MOTTAIS : J'ai une question sur l'aménagement de cette impasse. On a été sollicités par les riverains de la rue Charles Gounod et on les a rencontrés à leur demande. Ce soir, je me fais l'écho de leurs interrogations. Cette impasse est une voie unique d'entrée et de sortie des 17 logements qui vont être construits. Le fait que ce soit une impasse interroge les riverains car il n'y a de la place que pour un seul véhicule. Visiblement, il devrait y avoir des chicanes installées. Pour les riverains, cela poserait des problèmes de flux et de sécurité, surtout qu'il y a des familles dans le quartier. Avez-vous eu des échanges avec l'opérateur immobilier sur la question de la voirie ? Quand on est sur place, on se dit qu'on aurait pu faire une entrée par cette voie et une sortie qui déboucherait sur la rue Maurice Ravel ou sur la place Offenbach. On peut tous se réjouir d'un nouveau parc immobilier à Mayenne. Il prendra la place d'un espace vert et d'un espace de jeu. Aujourd'hui, l'espace de jeux est fermé pour des raisons de sécurité. Est-ce qu'un autre espace de jeu et un autre espace vert vont être transférés ailleurs pour les riverains et les familles du quartier ?

M. MARIOTON : Pour info, ils ont pris entre 3 et 6 mois de retard suite à nos pinailleries sur où et comment sortir. On s'est aussi posé la question de faire une entrée et une sortie différente. Mais cela signifiait que 6 maisons auraient eu un passage de voitures devant et derrière chez eux. Sortir de l'autre côté n'est pas possible. C'est un compromis et ce n'est pas génial, j'en ai conscience. Je vous rappelle qu'on est dans un cadre où il va falloir densifier. Il va falloir que chacun se mette un peu de plomb dans la tête et accepte de conduire en respectant les règles et ne pas considérer être au Far West. Penser que mettre une chicane va gêner les riverains, oui sûrement mais ça va aussi protéger la sortie. Si on faisait des contrôles de sécurité à cet endroit, peu doivent respecter les 30 km/h, y compris les gens de cette rue-là. Je me suis fait insulté par une riveraine à qui je faisais la remarque que ce n'est pas bien de se garer sur un trottoir, même devant chez soi, quand il y a des places de parking autour. Elle m'a dit que je n'avais pas à lui donner des leçons de morale et qu'elle ne comprenait pas que je puisse m'adresser à elle. La voie n'est pas réservée qu'aux gens qui y habitent. On est propriétaire de sa maison mais on est locataire du domaine public devant chez soi.

M. MOTTAIS : Les échanges que j'ai eus avec les riverains étaient très cordiaux et courtois et pas du tout véhéments. Je n'ai pas du tout ressenti cette notion de Far West dont tu parles.

M. LE SCORNET : C'était un propos général qu'il donnait.

M. MOTTAIS : D'accord, j'ai mal compris.

M. MARIOTON : Je suis désolée si j'ai pu créer une ambiguïté dans mes propos. C'est une règle générale.

M. LE SCORNET : Les dossiers d'urbanisme sont de plus en plus compliqués et il faut trouver les compromis. Chacun doit comprendre les contraintes de sécurité et la difficulté à trouver des solutions idéales. Je retiens surtout le projet immobilier et je rappelle les tensions fortes qui existent à Mayenne, notamment sur le locatif. Le fait d'avoir un opérateur, comme Mayenne Habitat, qui croit au territoire et qui investit est une bonne nouvelle. La parcelle n'appartient pas à la ville mais à Mayenne Habitat.

M. MARIOTON : L'aire de jeux était posée par la ville de Mayenne sur le terrain de Mayenne Habitat. Malheureusement, cette aire de jeux est morte. On a mis des barrières autour pour indiquer aux gens qu'il ne fallait pas y aller car elle était dangereuse mais on y trouve régulièrement des enfants en train d'y jouer. La volonté de Mayenne Habitat est de ne pas intégrer d'aire de jeux sur leur surface. Nous avons émis l'hypothèse de le voir bouger de quelques mètres et j'ai vu se lever 25 boucliers en face de moi. On essaiera de réfléchir si on peut le trouver ailleurs.

M. LE SCORNET : On vous présentera, lors d'un conseil municipal, le projet dans son ensemble.

M. MARIOTON : On a demandé à Mayenne Habitat de faire une réunion avec les voisins.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, nomme cette rue Impasse Christine Authier.

6 - Opération façades

M. MARIOTON expose :

Dans le cadre de l'opération « embellissement des façades », quatre nouveaux dossiers sont proposés pour des travaux de rénovation des façades et des commerces.

Pour l'année 2023, une enveloppe de 20 000 € a été votée.

Nom	Type demande	N°	Nom rue	Adresse bénéficiaire	Taux Aide	Plafond de l'aide	Montant des travaux – Devis HT	Montant de la subvention
LETOURNEUX Tony	habitation + commerce	48	rue Saint Martin	9 la Boisardière, 53100 SAINT-BAUDELE	50%	8 500 €	11 621,25 €	5 811 €
DELAUNAY Jeremy	façade complète	32 A	rue du 130 RI	25 rue Théophile Remond 35340 LA BOUXIERE	50%	8 500 €	12 375,72 €	6 188 €
Mme Canon	habitation	275	rue Charles de Gaulle	269 rue de la grève 35600 SAINT LUNAIRE	50%	5 000 €	6 984,00 €	3 492 €
COUSSAINS Charly	habitation	12	rue Saint Vincent	idem	50%	8 500 €	3 800,00 €	1 900 €

Le montant des aides à engager est de 17 391€. Il reste 484.50 € de crédits disponibles sur cette opération pour l'année 2023.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le versement de ces subventions dès réception des factures acquittées et transmission de la DAACT auprès du service de l'urbanisme.

7 - Commission pour l'accessibilité de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté de Communes – Bilan des actions 2021 et 2022

M. NICOUX expose :

Par délibérations respectives du 28 janvier 2021 et 4 février 2021, le Conseil Municipal de la Ville de Mayenne et l'assemblée délibérante de Mayenne Communauté ont décidé de la création d'une commission mutualisée. Obligatoire pour les 2 collectivités de plus de 5 000 habitants, cette commission pour l'accessibilité comprend des élus, des associations représentant les personnes en situation de handicap, des représentant des personnes âgées, des acteurs économiques et de la société civile mais aussi des administratifs de nos services et partenaires de la santé, de la culture et du tourisme ainsi que de l'Etat.

Organe consultatif, sorte d'observatoire local de l'accessibilité, c'est une instance d'animation, de concertation et de bilan pour proposer des améliorations de l'accessibilité de l'existant mais aussi de suivi, d'observation et d'expertise.

Son champ d'action est :

- Le recensement de l'offre de logements accessibles
- L'état d'accessibilité des Etablissements Recevant du Public
- L'Etat de l'accessibilité de la voirie, des espaces publics et du transport

Réglementairement, elle doit faire chaque année un bilan présenté devant l'assemblée délibérante et transmise au Préfet.

Il vous est proposé de valider les bilans de nos actions sur les années 2021 et 2022 suite à la présentation faite en Commission pour l'accessibilité du 9 mars dernier. Vous trouverez en annexes une présentation imagée des actions qui sont détaillées dans un rapport écrit.

Le bilan, sans être complètement exhaustif faute parfois de retours, démontre que notre territoire est sensible au handicap et que ses acteurs s'investissent sur le sujet ce qui profite à tous, contribue à sa valorisation et au bien vivre de ses habitants. Pour autant, nous sommes bien conscients que l'évolution n'est pas suffisante ni rapide au regard des enjeux et des attentes et notamment en ce qui concerne la mise aux normes des ERP pour lesquels l'Etat exige des engagements. Le territoire doit donc continuer à se mobiliser pour faire progresser les actions et la sensibilisation.

M. LE SCORNET : Je salue à la fois ton engagement mais aussi ceux qui t'accompagnent. L'important est de maintenir le lien et de poursuivre cette réflexion. Peux-tu présenter les projets sportifs ?

M. NICOUX : Il y a des actions de sensibilisation qui ont été faites autour du sport adapté. On a recensé auprès des associations sportives les possibilités d'accueillir des personnes en situation de handicaps. Je ne sais pas si je dois en parler maintenant mais on travaille sur une école du sport adapté. On a reçu 33 réponses de la part des associations.

M. LE SCORNET : Pouvez-vous nous parler de votre travail autour de la flamme olympique ?

M. TRIDON : Avant de parler de ce sujet, j'aimerais bien recevoir les convocations de la commission accessibilité. Je fais partie de la commission et je ne reçois rien. Concernant la flamme olympique, elle va traverser le département le 29 mai 2024 et l'objectif est de faire un circuit sur Mayenne, en prenant en compte les deux rives, les écoles, les monuments historiques et les commerces. L'objectif est de satisfaire tout le monde. On va partir du Grand Nord, descendre les rues de la Madeleine, Saint Martin, Il y aura une caravane derrière le porteur de la flamme avec l'ensemble des porteurs et les partenaires. Ensuite, le porteur ira à l'entrée de la Cale, on aimerait ensuite aller dans une pirogue, puis l'Office de tourisme,

M. NICOUX : Ce n'est plus possible pour la pirogue.

M. MARIOTON : Le 21 février 2023, tu as bien été destinataire de la convocation de la commission accessibilité.

M. TRIDON : Non je ne l'ai pas reçu mais j'irai vérifier. Je reprends le parcours, on continue sur le pont Notre Dame, rue Aristide Briand, centre-ville, rue Henri Gandais pour arriver à l'ancienne mairie, puis chapelle des Calvairiennes, lycée Lavoisier, le plan d'eau, rond-point de la girouette, rue Jules Ferry, puis parc du Château. Le circuit fait 4,2 kms. On travaille sur ce circuit et quelles animations apportées à moindre coût.

M. NICOUX : Dans ce parcours, on a mis en avant le patrimoine mayennais et les écoles.

M. LE SCORNET : Sous réserve du passage la commission sécurité.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le bilan de ces deux années qui concernent tant la ville de Mayenne que Mayenne Communauté, une majorité des équipements communautaires étant situés sur la ville et le suivi et la coordination du dossier étant mutualisés.

8 - Mayenne Communauté – Rapport final sur les conclusions de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 20 juin 2023

M. TALOIS expose :

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts qui, dans sa partie IV, traite de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),

Considérant, pour la compétence santé publique, le complément à la définition de l'intérêt communautaire rédigé ainsi : **« toutes actions en matière de prévention santé dont la mise à disposition de locaux dédiés »**,

Considérant la délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2022 élargissant l'intérêt communautaire en lien avec la prévention santé,

Considérant les conclusions du rapport final de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui a adopté, à l'unanimité, ce dossier le 20 juin 2023,

Le rapport final de la CLECT, pour être applicable, doit être adopté, avant le 28 septembre 2023, par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux c'est à dire par les deux tiers des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population ou par la moitié des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population.

Il vous est présenté le rapport final de la CLECT du 20 juin 2023 relatif au dossier lié à la prévention santé.

Avant cet élargissement de l'intérêt communautaire, seule la Ville de Mayenne exerçait des actions entrant dans le cadre de la prévention santé et est donc la seule Commune concernée par la CLECT du 20 juin 2023.

L'enjeu pour Mayenne Communauté est de disposer d'un lieu identifié pour la prévention en santé en ville pour accueillir l'UC IRSA et la Maison des Adolescents. Il a donc été décidé de mutualiser l'occupation du bâtiment situé Place Gambetta à Mayenne par ces 2 structures.

La prévention faisant partie des compétences de Mayenne Communauté via le contrat local de santé, les charges liées à ce bâtiment doivent être transférées à Mayenne Communauté.

Afin de respecter le principe de neutralité budgétaire, la CLECT a évalué les charges nettes.

En fonctionnement, l'évaluation des dépenses et des recettes concernent les locaux situés Place Gambetta :

FONCTIONNEMENT	Evaluation d'après données 2022
Dépenses de fonctionnement supportées par la Ville de Mayenne	4 125
Recettes perçues par la Ville de Mayenne (loyers)	2 020
Charge annuelle transférée diminuée de la recette annuelle transférée en fonctionnement	2 105

En investissement, un coût moyen annualisé du bâtiment a été validé par la CLECT sur la base d'une réévaluation du coût du bâtiment d'après l'indice du coût de la construction et d'une durée de 30 ans soit 6 232 €.

La synthèse annuelle se présente comme suit et constituera la référence pour la minoration de l'attribution de compensation de la Ville de Mayenne :

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Evaluation annuelle des charges nettes transférées par la Ville de Mayenne à MC	2 105	6 232	8 337
Minoration de l'attribution de compensation de la Ville de Mayenne			8 337

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte les conclusions concernant le rapport de la CLECT du 20 juin 2023 relatif à la prévention santé à compter du 1^{er} janvier 2023.

9 - FINANCES – Budget Primitif 2023 – Subvention à l'Union locale de la CFTC de Mayenne

M. TALOIS expose :

Il vous est proposé d'attribuer au titre de l'exercice budgétaire 2023 une subvention de 500 € au profit de l'Union locale de la CFTC de Mayenne, dont la demande est arrivée courant juin, soit après la délibération du 13 avril dernier ayant approuvée les subventions aux organismes de droit privé.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve ce versement de 500 € à l'Union locale de la CFTC de Mayenne.

10 - Finances – Gestion unifiée du personnel - Acquisition de mobilier de bureau par Mayenne Communauté – Attribution d'un fonds de concours

M. TALOIS expose :

En février et mars derniers, Mayenne Communauté a acquis du mobilier de bureau pour des agents dont le poste est mutualisé pour un montant de 9 577,86 € TTC. Après application des pourcentages de répartition du temps de travail des agents concernés une participation sous la forme d'un fonds de concours à Mayenne Communauté vous est proposée à hauteur de 2 438,52 €.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **autorise le versement d'un fonds de concours à Mayenne Communauté de 2 438,52 €,**
- **dit que les crédits sont ouverts au budget primitif 2023,**
- **autorise le Maire à signer la convention relative à ce fonds de concours.**

11 - Finances – Exercice 2023 – Classe transplantée – Ecole Sainte Anne Saint Joseph – Subvention à l'OGEC Vallée Don Bosco

M. TALOIS expose :

Une classe transplantée a été organisée du 26 au 28 juin dernier par l'école Sainte Anne Saint Joseph pour un séjour au Puy du Fou auquel 45 élèves mayennais ont participé.

Le coût du séjour par enfant s'élève à 250 €. Il vous est proposé d'attribuer une subvention à l'OGEC VALLEE DON BOSCO en calculant la participation de la ville en fonction des revenus des familles sur la base du quotient familial CAF, comme suit :

- ▲ si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 200 €,
- ▲ si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville,
- ▲ si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante : $348,08 \text{ €} - (0,3484 \times \text{QF})$

Compte-tenu des éléments fournis par les familles, le montant de notre participation globale est de 1 097,21 € à verser sur le compte de l'OGEC Vallée Don Bosco.

Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote et M. CHOUZY s'étant abstenu), autorise le versement de 1 097, 21 € à l'OGEC Vallée Don Bosco.

12 – Dette de loyer - Abandons de créance

Mme LEROUX expose :

Le Conseil Départemental par le biais du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), a accordé des aides à 3 familles pour le paiement de dettes locatives. Ces 3 familles sont logées dans des logements de la Ville en sa qualité de bailleur.

Le règlement intérieur du FSL prévoit qu'un abandon de créance soit sollicité auprès des propriétaires à hauteur de 10 % du montant de la dette.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide un abandon de dettes pour ces 3 familles d'un total de 332,66 € comme détaillé dans le tableau annexé.

Mme JONES : Je veux revenir sur le message du Président de l'AMF qui a envoyé un message aux communes pour venir en aide aux Restos du Cœur. Est-il prévu quelque chose à Mayenne ? Peut-on aussi connaître la situation des autres associations ?

M. LE SCORNET : Je n'ai pas le détail. On pourra en discuter plus largement une prochaine fois. La ville de Mayenne est un acteur important auprès des Restos du Cœur. On leur met à disposition des locaux et on a le projet d'un déménagement pour de meilleures conditions. Il y a également une subvention versée à l'association. L'épicerie solidaire fait également face à un plus grand nombre de bénéficiaires. Il faudra tenir compte l'an prochain sur l'aide qu'on pourra leur apporter. A ma connaissance, je n'ai pas reçu dernièrement une demande de leur part pour un éventuel soutien. S'il y a en a une, elle sera regardée avec bienveillance. On est engagé auprès des associations, ce qui est normal et nécessaire. S'il faut aller plus loin, ce n'est pas une difficulté particulière. La perspective est de leur offrir des conditions d'exercice meilleures que celles d'aujourd'hui. Il y a aussi le fait que les bénéficiaires ne sont pas tous Mayennais mais des communes avoisinantes. Il faut peut-être une réflexion intercommunale sur cette action.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 50.

Le secrétaire de séance
Xavier TALOIS



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET

